

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 25 juin 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent, exercice financier se terminant le 31 mars 2008 3

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2008, l'excédent consolidé de toutes les administrations publiques au Canada, y compris les deux grands régimes de retraite, a dépassé la barre des 20 milliards de dollars pour une quatrième année consécutive.

Estimations de la population canadienne, premier trimestre de 2008 8

L'Alberta a affiché la plus forte croissance démographique parmi les provinces au cours des trois premiers mois de 2008. La Saskatchewan, qui est arrivée en tête des provinces au cours des

(suite à la page 2)

Statistiques sur les aliments au Canada

Le CD-ROM *Statistiques sur les aliments au Canada* est un produit facile à utiliser qui donne accès à une vaste gamme de statistiques et d'indicateurs portant sur les aliments. Il renferme des renseignements sur les aliments disponibles pour la consommation, les prix des aliments, la nutrition, l'offre et la demande ainsi que des données sur l'industrie, la transformation, l'emploi, la productivité, le commerce international, etc.

Ce produit, mis au point par la Division de l'agriculture de Statistique Canada en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, renferme de nombreux tableaux préétablis contenant plus de 45 années de données dans certains cas, ainsi que des analyses thématiques. On y trouve également un certain nombre d'ensembles de données pour les provinces, y compris certaines statistiques trimestrielles et mensuelles. Il s'agit d'un outil de recherche indispensable pour les nutritionnistes, les analystes du secteur alimentaire, les spécialistes de l'étude de marchés ou les consommateurs en quête de données fiables sur les aliments.

Faire une recherche est simple. Il suffit de choisir la série de données, l'aire géographique et la fréquence recherchée puis de soumettre la demande. Cliquez sur «Afficher les données», et les résultats s'affichent. Vous pouvez aussi télécharger les résultats dans votre propre application logicielle.

Il est maintenant possible de télécharger le CD-ROM *Statistiques sur les aliments au Canada*, juin 2008 (23F0001XBB, gratuit), à partir du module *Publications* de notre site Web.

Le CD-ROM *Statistiques sur les aliments au Canada*, juin 2008 (23F0001XCB, 81 \$), est également en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Pierre Pelchat au 613-951-2860 ou composez sans frais le 1-800-465-1991 (jean-pierre.pelchat@statcan.ca), Division de l'agriculture.



deux trimestres précédents, a pris le deuxième rang, alors que la croissance démographique est demeurée soutenue dans l'Ouest.

Étude : Ménages consommant de l'eau embouteillée, 2006	11
Les ménages ayant un revenu élevé et les ménages ayant des enfants étaient les plus susceptibles de boire de l'eau embouteillée à la maison, selon une nouvelle étude.	
Étude : Dépenses de l'industrie liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, 2004	13
Chargements ferroviaires, avril 2008	13
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, mai 2008	14
Les scieries, avril 2008	14
La revue des céréales et des graines oléagineuses, avril 2008	15
Nouveaux produits	16

Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent

Exercice financier se terminant le 31 mars 2008

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2008, l'excédent consolidé de toutes les administrations publiques au Canada, y compris les deux grands régimes de retraite, a dépassé la barre des 20 milliards de dollars pour une quatrième année consécutive.

Les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales du Canada, de même que le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec, ont enregistré un excédent combiné de 28,1 milliards de dollars pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2008. Ce chiffre n'est que légèrement inférieur au sommet de 28,6 milliards de dollars atteint en 2001.

L'excédent consolidé des administrations publiques a été alimenté par des excédents élevés et continus pour l'administration publique fédérale et pour les régimes de retraite du Canada et du Québec, qui ont atteint des sommets sans précédent au cours de l'exercice financier se terminant en 2008. Les recettes ont augmenté de 5,1 % entre les exercices financiers de 2007 et de 2008. Il s'agit d'un taux de croissance légèrement inférieur à celui des dépenses, qui se sont accrues de 5,5 %. L'excédent consolidé a légèrement diminué de 285 millions de dollars par rapport à l'exercice financier de 2007.

Les recettes augmentent plus vite que les dépenses ces cinq dernières années

Au cours des cinq dernières années, les recettes consolidées des administrations publiques se sont accrues à un taux annuel moyen de 5,7 %, alors que les dépenses ont augmenté en moyenne de 4,8 % par année.

Les trois principales composantes des recettes sont l'impôt sur le revenu, les taxes à la consommation et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Combinées, elles ont représenté plus de 71 % des recettes totales pour l'exercice financier de 2008.

Au cours des cinq dernières années, la hausse de 50,1 % des recettes au chapitre de l'impôt sur le revenu a été nettement supérieure aux hausses plus modestes des recettes tirées des taxes à la consommation (+15,6 %) et des régimes d'assurance sociale (+20,5 %).

Note aux lecteurs

Dans le but de produire des données de finances publiques qui sont comparables entre les administrations et au fil du temps, Statistique Canada applique un ensemble commun de conventions comptables à toutes les administrations publiques. Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites.

Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre les administrations provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites.

L'expression «**administration publique consolidée**» désigne la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales (c'est-à-dire les administrations municipales et les conseils scolaires) ainsi que du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime des rentes du Québec (RRQ). La consolidation est l'agrégation des ordres de l'administration publique après l'élimination des transactions entre ces derniers.

L'**administration publique générale** réfère à des entités créées et contrôlées par les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales. Cette catégorie englobe tous les ministères et organismes, ainsi que leurs conseils, commissions et fonds autonomes.

Les paiements de **transfert** à d'autres ordres de l'administration publique peuvent être liés à une vaste gamme de domaines stratégiques comme la santé, l'éducation, les services sociaux, etc., et peuvent entrer dans l'une des deux grandes catégories, soit les transferts à des fins générales, les fonds pouvant être utilisés dans quelque domaine que ce soit ainsi que les transferts à des fins particulières, les fonds devant être utilisés par l'administration publique qui les reçoit dans le domaine stratégique en question.

Les données de l'administration fédérale, du RPC et du RRQ portent sur les exercices financiers se terminant le 31 mars. Les données des administrations provinciales et territoriales portent sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars, et celles des administrations locales, sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Toutes les statistiques présentées dans le présent communiqué sont en dollars courants.

Les dépenses au chapitre de la santé, de l'éducation et des services sociaux représentent près des deux tiers des dépenses des administrations publiques

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2008, les dépenses au chapitre de la santé,

des services sociaux, de l'éducation et du service de la dette ont continué à représenter près des trois quarts de l'ensemble des dépenses. Environ 64 % des dépenses totales ont été affectées à la santé, à l'éducation et aux services sociaux.

Bien que les dépenses publiques aient augmenté dans l'ensemble pour l'exercice financier de 2008, on observe une légère baisse des dépenses au chapitre du service de la dette ainsi que des affaires extérieures et de l'aide internationale.

Les dépenses au chapitre des services sociaux ont augmenté régulièrement ces cinq dernières années. Quant aux dépenses en éducation et en santé, elles se sont accrues de 29 % et de 38 % respectivement.

Le service de la dette représentait 7,1 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques pour l'exercice financier de 2008, comparativement à 7,6 cents pour l'exercice financier de 2007, prolongeant ainsi la tendance à la baisse amorcée il y a 11 ans.

Par conséquent, le pourcentage des dépenses totales consacrées au service de la dette a connu une baisse marquée ces cinq dernières années, passant de 10,3 % pour l'exercice financier de 2003 à 7,4 % pour l'exercice de 2008.

Les administrations provinciales, territoriales et locales affichent un excédent consolidé pour une quatrième année

L'exercice financier se terminant le 31 mars 2008 constitue une quatrième année consécutive d'excédent pour les administrations provinciales, territoriales et locales (qui englobent les municipalités et les conseils scolaires). L'excédent consolidé a été toutefois inférieur de 7,4 milliards de dollars à celui enregistré l'année précédente.

Les administrations provinciales et locales de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont enregistré des excédents consolidés pour l'exercice financier de 2008. Toutefois, celles de l'Ontario et du Québec ont encore une fois affiché des déficits.

La plus forte hausse des recettes de ces administrations publiques consolidées a été enregistrée par les recettes de l'impôt sur le revenu, qui ont progressé de 7,5 % au cours de l'exercice financier de 2008. Les recettes au chapitre de l'impôt sur le revenu représentaient 25 % des recettes totales et ont connu une hausse de 58,2 % depuis l'exercice financier se terminant le 31 mars 2003. Les recettes provenant des revenus de placements (y compris les redevances),

ont connu une augmentation de 47,2 % au cours des cinq dernières années.

Les dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales ont continué d'être dominées par les secteurs de la santé et de l'éducation, qui représentaient plus de 50 % des dépenses totales pour l'exercice financier de 2008. Venaient ensuite les dépenses au chapitre des services sociaux, lesquelles ont constitué 15 % des dépenses totales.

Les dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales au chapitre du service de la dette ont augmenté légèrement ces deux dernières années, ayant représenté 6,7 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques pour l'exercice financier de 2008.

Les dépenses des administrations locales demeurent supérieures aux recettes

Bien que la croissance des recettes des administrations locales (qui englobent les municipalités et les conseils scolaires) se soit poursuivie pour l'année se terminant le 31 décembre 2007, la hausse des dépenses a été plus forte et a été financée en partie par une augmentation des emprunts. Le déficit de 2,5 milliards de dollars représentait 2,2 % des dépenses totales.

Au cours des cinq dernières années, les recettes ont augmenté de 27,2 %, alors que les dépenses ont connu une hausse de 31,4 %.

Les paiements de transfert versés par les administrations fédérale et provinciales, qui ont augmenté de 9,6 milliards de dollars, ont constitué la principale source de croissance des recettes pendant cette période. Les recettes tirées des impôts fonciers et des impôts connexes ont progressé de 8,8 milliards de dollars, tandis que les recettes provenant de la vente de biens et de services (principalement les services d'eau et d'égout) ont augmenté de 3,2 milliards de dollars.

Au cours des cinq dernières années, les plus fortes hausses des dépenses en pourcentage ont été observées dans le secteur de l'environnement (+67,7 %) et le secteur de la conservation des ressources et du développement de l'industrie (+56,1 %).

Pour les administrations publiques générales locales, les données donnent à penser que l'affectation de dépenses à la modernisation et au renouvellement de l'infrastructure locale a été plutôt rapide. Les dépenses en capital (les routes, les immeubles et l'infrastructure générale) sont passées de 9,7 milliards de dollars en 2002 à 18,1 milliards de dollars en 2007. Il s'agit du niveau le plus élevé de dépenses en capital enregistré depuis le début de la série en 1988.

Toujours sur le plan des administrations publiques générales locales, les dépenses en capital ont augmenté de 84 % dans le secteur de la conservation des ressources et du développement de l'industrie, et de 82 % dans le secteur des transports et des communications. Les dépenses en capital dans les secteurs de l'environnement et des loisirs et de la culture ont plus que doublé au cours des cinq dernières années, ayant enregistré des hausses de 124 % et de 109 % respectivement.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0001 à 385-0009, 385-0021 à 385-0024, 385-0027 et 385-0028.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1709, 1713 et 1735.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur les finances du secteur public dans le module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Des données peuvent également être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services de la Division des institutions publiques, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 (fe-pid-dipinfo@statcan.ca).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mike Riem au 613-951-1809 (mike.riem@statcan.ca) ou avec Claude Vaillancourt au 613-951-1820 (claud.vaiillancourt@statcan.ca), Division des institutions publiques.

□

Sources de recettes et de dépenses par fonction, administrations publiques consolidées¹, Canada

	2003	2008	Taux de croissance annuel moyen 2003 à 2008 %
	millions de dollars		
Recettes			
Impôts sur le revenu	178 173	267 360	8,5
Taxes à la consommation	96 431	111 461	2,9
Impôts fonciers et impôts connexes	42 529	52 993	4,5
Autres impôts	16 083	21 092	5,6
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	3 000	3 424	2,7
Contributions aux régimes de sécurité sociale	63 489	76 505	3,8
Vente de biens et services	37 299	47 840	5,1
Revenus de placements	34 838	51 074	8,0
Autres recettes de sources propres	9 570	3 916	-16,4
Recettes totales	481 412	635 664	5,7
Dépenses			
Services généraux de l'administration publique	17 520	21 110	3,8
Protection de la personne et de la propriété	37 193	49 125	5,7
Transports et communications	19 148	29 516	9,0
Santé	83 315	115 358	6,7
Services sociaux	145 398	183 278	4,7
Éducation	70 533	91 144	5,3
Conservation des ressources et développement de l'industrie	18 784	21 379	2,6
Environnement	10 259	16 082	9,4
Loisirs et culture	11 690	15 880	6,3
Travail, emploi et immigration	3 395	2 590	-5,3
Logement	3 624	4 575	4,8
Affaires extérieures et aide internationale	5 128	5 942	3,0
Planification et aménagement des régions	2 111	2 665	4,8
Établissements de recherche	1 881	2 354	4,6
Service de la dette	49 475	45 181	-1,8
Autres dépenses	1 463	1 410	-0,7
Dépenses totales	480 915	607 589	4,8

1. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales englobent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Excédent (+) ou déficit (-), selon l'ordre d'administration publique¹, Canada

	2004	2005	2006	2007	2008
	millions de dollars				
Administration fédérale	2 126	5 117	9 541	7 369	13 761
Administrations provinciales et territoriales					
Terre-Neuve-et-Labrador	-341	-16	334	-374	393
Île-du-Prince-Édouard	-143	31	0	20	-34
Nouvelle-Écosse	25	279	1 089	100	162
Nouveau-Brunswick	-69	170	-84	46	-554
Québec	-3 580	-1 342	-2 754	-1 167	-512
Ontario	-6 479	-1 586	-3 514	-1 214	-1 012
Manitoba	-211	460	21	161	-39
Saskatchewan	-149	918	796	912	900
Alberta	4 393	5 262	8 745	8 926	4 972
Colombie-Britannique	-613	3 369	3 837	2 874	1 129
Yukon	-8	-17	47	18	15
Territoires du Nord-Ouest	-116	-51	-10	18	-5
Nunavut	-47	-10	81	233	-28
Total	-7 337	7 467	8 590	10 553	5 387
Administrations locales					
Terre-Neuve-et-Labrador	-5	38	7	-6	31
Île-du-Prince-Édouard	-13	-7	-11	-19	-28
Nouvelle-Écosse	38	14	-36	-131	-157
Nouveau-Brunswick	-32	-42	-25	-40	-38
Québec	-1 647	-550	-1 497	-1 458	-1 947
Ontario	1 172	200	763	1 574	593
Manitoba	75	60	-41	100	-110
Saskatchewan	-105	-134	-55	-110	-148
Alberta	39	463	568	544	143
Colombie-Britannique	-472	-325	-614	-701	-801
Yukon	-3	4	-1	-8	-16
Territoires du Nord-Ouest	14	8	-2	-13	-16
Nunavut	-3	-1	-5	-6	-6
Total	-941	-272	-949	-275	-2 500
Régimes de sécurité sociale					
Régime de pensions du Canada	8 032	7 739	7 879	8 913	9 800
Régime des rentes du Québec	1 674	1 639	1 866	1 800	1 627
Total	9 706	9 378	9 745	10 713	11 427
Excédent (+) ou déficit (-) total	3 550	21 689	26 925	28 360	28 075

1. Les données de l'administration fédérale, du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec sont pour les exercices financiers se terminant le 31 mars. Les données des administrations provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars, et celles des administrations locales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Note: La somme peut ne pas correspondre au total en raison de l'arrondissement.

Excédent (+) ou déficit (-), selon l'ordre d'administration publique

	2004	2005	2006	2007	2008
	millions de dollars				
Administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées					
Terre-Neuve-et-Labrador	-346	22	341	-380	424
Île-du-Prince-Édouard	-156	24	-11	1	-62
Nouvelle-Écosse	63	293	1 053	-31	5
Nouveau-Brunswick	-101	128	-109	6	-592
Québec	-5 228	-1 892	-4 251	-2 625	-2 459
Ontario	-5 308	-1 386	-2 752	360	-419
Manitoba	-136	520	-20	261	-149
Saskatchewan	-254	784	741	802	752
Alberta	4 432	5 725	9 313	9 470	5 115
Colombie-Britannique	-1 085	3 044	3 223	2 173	328
Yukon	-11	-13	46	10	-1
Territoires du Nord-Ouest	-101	-43	-12	5	-21
Nunavut	-49	-11	76	227	-34
Total	-8 282	7 195	7 639	10 277	2 886

Estimations de la population canadienne

Premier trimestre de 2008 (estimations provisoires)

L'Alberta a affiché la plus forte croissance démographique parmi les provinces au cours des trois premiers mois de 2008, et ce, malgré le fait qu'elle ait affiché son solde migratoire interprovincial le moins élevé pour un premier trimestre depuis 1995.

La population albertaine a crû de 0,41 % au cours de la période allant de janvier à mars pour atteindre un nombre estimatif de 3 512 400, principalement en raison d'une immigration élevée et d'une forte croissance du nombre de résidents non permanents. L'Alberta a accueilli 5 300 immigrants et a affiché un solde positif de 4 000 résidents non permanents, ce qui constitue deux sommets pour un premier trimestre.

La Saskatchewan est arrivée en tête des provinces quant à la croissance démographique au cours des deux trimestres précédents. Au cours du premier trimestre, sa population a crû de 0,35 % pour atteindre un nombre estimatif de 1 010 100, soit la deuxième plus forte croissance observée parmi les provinces.

Il s'agissait de la plus forte croissance de la Saskatchewan pour un premier trimestre depuis plusieurs décennies, principalement en raison de sommets quant au nombre d'immigrants, au solde migratoire interprovincial et au solde de résidents non permanents.

Après avoir connu plusieurs années de pertes, la population de la Saskatchewan est en croissance constante depuis avril 2006.

L'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont été les seules provinces à afficher une croissance démographique supérieure à celle du pays. Toutes les provinces ont affiché une hausse du solde migratoire interprovincial, à l'exception du Québec, de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Au 1^{er} avril 2008, la population canadienne était estimée à 33 223 800, en hausse de 80 200 par rapport au 1^{er} janvier 2008. La population du pays s'est accrue de 0,24 %, soit la plus forte croissance observée depuis 2002 pour un premier trimestre.

Le solde migratoire international est en hausse

Le solde migratoire international était en hausse au Canada au cours des trois premiers mois de 2008, alors que l'accroissement naturel est demeuré stable.

Le pays a affiché un solde positif de 60 200 personnes, soit le solde le plus élevé pour un premier trimestre depuis 2002. La plupart des provinces et des territoires ont affiché une hausse de leur solde migratoire international.

Note aux lecteurs

Ces estimations démographiques sont fondées sur les comptes du Recensement de 2001, rajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net. Les nouvelles estimations démographiques fondées sur les comptes du Recensement de 2006, rajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net, seront offertes le 29 septembre 2008.

Les **résidents non permanents** réfèrent à des personnes d'un autre pays qui, au moment du recensement, étaient titulaires d'un permis de travail ou d'un permis d'études, ou qui revendiquaient le statut de réfugié, ainsi que les membres de leur famille vivant avec elles au Canada.

Le Canada a accueilli 53 100 nouveaux immigrants depuis le début de l'année, soit 5 300 de plus qu'au cours de la même période l'année précédente. Il s'agit d'un nombre similaire à la moyenne de 53 200 observée pour un premier trimestre depuis 2000.

Le nombre de résidents non permanents s'est également accru. Au cours des trois premiers mois de 2008, ce nombre a augmenté de 16 300, soit le plus important solde pour un premier trimestre depuis 1990. L'essentiel de cette hausse a été observé en Alberta, en Ontario et en Colombie-Britannique.

Comme il est décrit dans l'édition de mai de *L'observateur économique canadien*, l'essor du secteur des ressources des dernières années est en train de remodeler la démographie canadienne, particulièrement en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador. Ces deux provinces sont entrées dans une nouvelle période de prospérité en raison de l'essor actuel des produits de base, qui leur a offert une occasion unique de mettre à profit leurs ressources naturelles comme jamais auparavant.

Après avoir affiché des années de pertes, ces deux provinces ont affiché un accroissement dans leurs échanges démographiques avec les autres juridictions du pays ainsi qu'une croissance continue de leur population.

La région de l'Atlantique : une augmentation de la population pour les quatre provinces

Les quatre provinces atlantiques ont affiché une augmentation de leur population au cours des trois premiers mois de 2008, un fait qui n'avait pas été observé pour un premier trimestre depuis 1992.

Alors que l'accroissement naturel est demeuré négatif dans la région de l'Atlantique, son solde migratoire, à la fois interprovincial et international, était à la hausse comparativement au premier trimestre de 2007.

La population de Terre-Neuve-et-Labrador était en hausse pour un troisième trimestre consécutif,

principalement en raison de l'augmentation du solde migratoire interprovincial. Au cours des trois premiers mois de 2008, la province a affiché un solde positif de 200 personnes, alors qu'elle en avait perdu 1 800 au cours de la même période l'année précédente.

L'Île-du-Prince-Édouard est arrivée en tête dans la région de l'Atlantique en enregistrant une croissance de 0,23 %, soit sa plus forte croissance depuis 1983 pour un premier trimestre. La province a de plus accueilli un nombre record d'immigrants pour un premier trimestre.

La Nouvelle-Écosse a affiché sa plus forte croissance de population pour un premier trimestre depuis 1991, principalement en raison de son solde migratoire interprovincial le plus élevé depuis 1984 lors d'un premier trimestre.

La population du Nouveau-Brunswick a crû pour un sixième trimestre consécutif. La province a de plus affiché un solde migratoire interprovincial positif pour un cinquième trimestre de suite et a accueilli le nombre d'immigrants le plus élevé jamais observé au cours d'un premier trimestre depuis 1975.

Le Centre du Canada : une croissance démographique pour le Québec et l'Ontario

La population de l'Ontario a augmenté de 0,23 % pour atteindre un nombre estimatif de 12 891 800. Pour une deuxième année consécutive, la croissance de la province était inférieure à celle du pays au cours du premier trimestre.

Toutefois, la croissance ontarienne du premier trimestre de 2008 était supérieure à celle de l'année précédente au cours de la même période, en raison notamment de pertes migratoires interprovinciales moins élevées et d'une augmentation du solde migratoire international.

La population du Québec a augmenté de 0,18 % pour atteindre un nombre estimatif de 7 744 500, soit sa plus forte croissance pour un premier trimestre depuis 1992. Le taux de natalité du Québec est toujours en hausse et a atteint son niveau le plus élevé pour un premier trimestre depuis 1998. Le nombre de naissances observé au Québec au cours des trois premiers mois de 2008 est le plus élevé pour un premier trimestre depuis 1995.

Le Québec a aussi affiché son plus fort solde migratoire international depuis 1989 pour un premier trimestre, principalement en raison d'une immigration soutenue et d'un solde de résidents non permanents le plus élevé pour un premier trimestre depuis 1990.

L'Ouest : la plus forte croissance démographique au pays

Comme c'est le cas depuis quelques années, les provinces ayant les plus fortes croissances démographiques se trouvent à l'ouest de l'Ontario.

La population de la Colombie-Britannique a crû de 0,33 % pour atteindre un nombre estimatif de 4 428 400, soit une croissance nettement supérieure à celle du pays et la troisième plus élevée parmi les provinces. Cet accroissement est toutefois légèrement inférieur à celui du premier trimestre de 2007, en raison surtout d'un solde migratoire interprovincial moindre.

Le Manitoba a aussi vu sa population augmenter, mais à un rythme inférieur à celui du premier trimestre de 2007. Après avoir enregistré des années de pertes, la province a affiché un solde migratoire interprovincial positif pour un deuxième trimestre consécutif. Toutefois, le solde migratoire international de la province a été légèrement inférieur à celui observé au premier trimestre de 2007.

Néanmoins, le taux d'immigration de la province est demeuré élevé et s'est classé troisième parmi les provinces derrière l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario.

Les territoires : la population du Yukon croît le plus rapidement

Dans le nord du pays, la population du Yukon a augmenté de 0,91 %, soit la plus forte croissance observée au pays, pour atteindre 31 500. Il s'agit de la plus forte croissance de ce territoire depuis le troisième trimestre de 1995.

Au cours des trois premiers mois de 2008, le Yukon a enregistré son plus important accroissement migratoire interprovincial pour un premier trimestre depuis 1988 ainsi que son solde de résidents non permanents le plus élevé jamais observé auparavant.

La population du Nunavut a augmenté de 0,03 %, soit l'une des plus faibles croissances de sa courte histoire. Les Territoires du Nord-Ouest ont été la seule juridiction du pays à afficher une décroissance de sa population (-0,19 %). Des pertes en migration interprovinciale façonnent en grande partie la situation démographique actuelle de ces deux territoires.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 051-0005, 051-0006, 051-0017, 051-0020, 051-0037, 051-0045 et 053-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3231, 3233 et 3601.

Le numéro de janvier à mars 2008 de la publication *Estimations démographiques trimestrielles*, vol. 22,

n° 1 (91-002-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données supplémentaires ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et

la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-2320 ou composez sans frais le 1-866-767-5611 (*demographie@statcan.ca*), Division de la démographie. Télécopieur : 613-951-2307.

Estimations de la population et accroissement démographique, Canada¹

	1 ^{er} janvier 2008 ^{pp}	1 ^{er} avril 2008 ^{pp}	1 ^{er} janvier au 1 ^{er} avril 2008
	nombre		variation en %
Canada	33 143 610	33 223 840	0,24
Terre-Neuve-et-Labrador	508 099	508 270	0,03
Île-du-Prince-Édouard	139 089	139 407	0,23
Nouvelle-Écosse	935 573	935 962	0,04
Nouveau-Brunswick	751 250	751 527	0,04
Québec	7 730 612	7 744 530	0,18
Ontario	12 861 940	12 891 787	0,23
Manitoba	1 193 566	1 196 291	0,23
Saskatchewan	1 006 644	1 010 146	0,35
Alberta	3 497 881	3 512 368	0,41
Colombie-Britannique	4 413 973	4 428 356	0,32
Yukon	31 247	31 530	0,90
Territoires du Nord-Ouest	42 594	42 514	-0,19
Nunavut	31 142	31 152	0,03

pp estimations postcensitaires provisoires

1. Ces estimations sont fondées sur les comptes de population du Recensement de 2001 rajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.



Étude : Ménages consommant de l'eau embouteillée

2006

Les ménages ayant un revenu élevé et les ménages ayant des enfants étaient les plus susceptibles de boire de l'eau embouteillée à la maison, selon une nouvelle étude.

L'étude intitulée «À contre-courant : quels ménages consomment de l'eau embouteillée?» est publiée aujourd'hui dans *EnviroStats*, le bulletin trimestriel de Statistique Canada concernant les statistiques sur l'environnement et le développement durable.

Fondée sur les données de l'Enquête sur les ménages et l'environnement, l'étude porte sur les caractéristiques des ménages qui utilisaient l'eau embouteillée comme principale source d'eau potable à la maison.

La grande quantité de déchets en plastique générée par la consommation de l'eau en bouteille a soulevé un nombre de questions en raison de la disponibilité de l'eau de robinet potable dans la majorité des communautés canadiennes.

Les ménages qui habitaient en appartement, ceux qui comptaient des personnes âgées et ceux dont au moins un membre avait fait des études universitaires étaient moins susceptibles de consommer de l'eau embouteillée, comparativement aux autres ménages.

Dans l'ensemble, près de 3 ménages canadiens sur 10 utilisaient l'eau embouteillée comme principale source d'eau potable à la maison en 2006.

Les ménages ayant un revenu élevé sont plus susceptibles de consommer de l'eau embouteillée

En général, les ménages ayant un revenu élevé étaient plus susceptibles de consommer de l'eau embouteillée. Alors qu'environ le quart des ménages dont le revenu s'élevait à 40 000 \$ ou moins consommaient de l'eau embouteillée à la maison, la proportion s'élevait au tiers parmi les ménages gagnant plus de 91 000 \$.

Même si la consommation d'eau embouteillée augmentait généralement avec le niveau de scolarité, les ménages dont au moins un des membres avait fait des études universitaires ne suivaient pas cette tendance. Tandis qu'environ le tiers des ménages ayant fait des études postsecondaires partielles consommaient de l'eau embouteillée, seulement le quart des ménages ayant fait des études universitaires buvait de l'eau embouteillée, soit la plus faible proportion de tous les groupes de scolarisation.

Il existe souvent un lien entre les ménages à revenu élevé et les ménages ayant un niveau de scolarité élevé,

Note aux lecteurs

L'étude porte uniquement sur la consommation d'eau embouteillée à la maison. On ne dispose d'aucun résultat sur la consommation d'eau embouteillée à l'extérieur de la maison.

Quatre caractéristiques ont été utilisées pour étudier la consommation d'eau embouteillée à la maison, soit le revenu, le niveau de scolarité, l'âge et le type de logement.

mais ce lien ne s'applique pas à la consommation d'eau embouteillée à la maison. Le taux supérieur de consommation d'eau embouteillée parmi les ménages à revenu élevé était attribuable aux ménages où personne n'avait reçu de grade universitaire.

Les familles ayant des enfants sont les plus susceptibles de consommer de l'eau embouteillée

La consommation d'eau embouteillée au sein des ménages variait en fonction de l'âge des membres du ménage.

Les ménages qui comprenaient des adultes en âge de travailler et des enfants de moins de 18 ans étaient les plus susceptibles de consommer de l'eau embouteillée, le tiers ayant déclaré utiliser l'eau embouteillée comme principale source d'eau potable à la maison.

En revanche, les personnes âgées préféraient nettement l'eau du robinet. Elles étaient les moins susceptibles de consommer de l'eau embouteillée, seulement 17 % d'entre elles ayant déclaré boire principalement de l'eau embouteillée à la maison.

Les ménages qui habitaient en appartement étaient également moins susceptibles de consommer de l'eau embouteillée, le quart ayant déclaré consommer de l'eau embouteillée à la maison.

Ces résultats ont un lien avec le revenu. La moitié des ménages composés de personnes âgées avaient un revenu annuel de 25 000 \$ ou moins. Par contre, plus de la moitié des ménages ayant des enfants avaient un revenu de plus de 64 000 \$.

Les ménages qui habitaient en appartement étaient également plus susceptibles d'appartenir à la catégorie des revenus les plus faibles que l'ensemble des ménages.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3881.

L'article intitulé «À contre-courant : quels ménages consomment de l'eau embouteillée?», qui fait partie du bulletin *EnviroStats*, été 2008, vol. 2, n° 2 (16-002-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Les articles «Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : sur l'ozone troposphérique pondéré selon la population», «Parti à la pêche : profil de la pêche récréative au Canada» et «Dépenses de l'industrie canadienne liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre» sont aussi publiés dans ce numéro du bulletin *EnviroStats*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-0297 (environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. ■

Étude : Dépenses de l'industrie liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre 2004

Les entreprises ont consacré 955 millions de dollars aux technologies de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2004, en baisse par rapport au montant de 1,3 milliard de dollars enregistré en 2002, selon une nouvelle étude publiée aujourd'hui dans *EnviroStats*.

Ces réductions des dépenses tenaient dans une large mesure à l'achèvement de grands projets des industries de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que de la production, du transport et de la distribution de l'électricité.

Les dépenses en matière de réduction des émissions de GES ont diminué dans 12 des 16 industries visées par l'enquête. Dans l'ensemble, les dépenses d'exploitation visant à réduire ces émissions ont baissé de 10 %, passant à 576 millions de dollars, tandis que les dépenses en immobilisations ont reculé de 41 % pour s'établir à 379 millions de dollars.

Selon l'étude, les très grands établissements ont dépensé le plus en 2004, la moyenne des dépenses de réduction des émissions de GES s'élevant à 1,2 million de dollars par établissement. Les grands établissements ont dépensé en moyenne 814 000 \$, comparativement à 194 000 \$ pour les établissements de taille moyenne et à 79 000 \$ pour les petits établissements.

Comparés aux autres entreprises, les petits établissements ont consacré la plus grande proportion de leurs dépenses totales de protection de l'environnement à la réduction des émissions de GES. En effet, près du tiers des dépenses effectuées à ce chapitre ont été affectées à la réduction des émissions de GES, comparativement à environ le dixième pour les très grands établissements.

L'économie d'énergie est une méthode largement utilisée pour réduire les émissions de GES. Près de 6 entreprises sur 10 ont utilisé des technologies d'économie d'énergie en 2004. La probabilité d'utilisation de ces procédés augmentait avec la taille de l'établissement.

La technologie ou le procédé le plus couramment utilisé pour économiser l'énergie était un système de gestion ou de contrôle de la consommation d'énergie. La récupération et la réutilisation d'énergie de même que la vérification énergétique étaient également des méthodes populaires d'économie d'énergie.

Plus du quart des établissements ont déclaré avoir adopté de nouveaux systèmes ou avoir amélioré sensiblement d'anciens systèmes ou du matériel afin de réduire leurs émissions de GES.

Nota : Cette étude est fondée sur les données de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement et compare les activités et les dépenses des entreprises visant à réduire les GES selon la taille de l'établissement.

Les très grands établissements étaient ceux qui employaient 1 000 travailleurs ou plus, alors que les grands établissements employaient de 500 à 999 travailleurs. Les établissements de taille moyenne employaient de 100 à 499 travailleurs, et les petits établissements, moins de 100 travailleurs.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1903.

L'article intitulé «Dépenses de l'industrie canadienne liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre», qui fait partie du bulletin *EnviroStats*, été 2008, vol. 2, n° 2 (16-002-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Le rapport technique est accessible dans la *Série de documents techniques sur les comptes et la statistique de l'environnement* : «Dépenses de l'industrie canadienne pour réduire les émissions de gaz à effet de serre», 2004 (16-001-MWF2008005, gratuite), également accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Les articles «Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : sur l'ozone troposphérique pondéré selon la population», «Parti à la pêche : profil de la pêche récréative au Canada» et «À contre-courant : quels ménages consomment de l'eau embouteillée?» sont aussi publiés dans ce numéro du bulletin *EnviroStats*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-0297 (environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. ■

Chargements ferroviaires

Avril 2008

Les transporteurs ferroviaires ont déclaré des chargements de fret presque record en avril.

Les transporteurs ferroviaires ont chargé 24,4 millions de tonnes métriques de marchandises en avril, en hausse de 3,8 % par rapport aux niveaux enregistrés en avril 2007. Les chargements pour le mois étaient près du sommet de 24,7 millions de tonnes métriques atteint en avril 2004.

Les chargements de type non intermodal de minerai de fer et de leurs concentrés, de blé et de bois

d'oeuvre comptaient parmi les marchandises les plus lourdement chargées. Ensemble, ces marchandises ont aidé à porter les chargements de type non intermodal à 21,9 millions de tonnes métriques, en hausse de 3,7 % par rapport à avril 2007.

Les chargements de minerai de fer et de concentrés en avril ont représenté la plus grande quantité mensuelle chargée pour cette marchandise depuis 2000 et ont été l'aboutissement de la demande accrue d'expéditions à destination de l'Asie. L'augmentation des chargements a également marqué le retour à des niveaux plus normaux pour cette marchandise, après le conflit de travail que le secteur du minerai de fer a connu en avril 2007.

Par opposition, les chargements de bois d'oeuvre se sont situés à leur niveau le plus bas pour le mois d'avril depuis 2000, reflétant la faiblesse continue du marché du bois d'oeuvre aux États-Unis.

Les chargements intermodaux de l'industrie ont crû de 5,0 % par rapport au même mois l'année précédente pour se chiffrer à 2,5 millions de tonnes métriques, soit un sommet jamais atteint pour un mois d'avril. La hausse des chargements a été presque entièrement attribuable à celle des chargements de fret conteneurisé.

Le transport ferroviaire du fret en provenance des États-Unis a augmenté d'une année à l'autre. Il s'est accru de 10,1 % pour atteindre 2,9 millions de tonnes métriques. Le transport du fret en avril a constitué un sommet inégalé pour ce mois.

Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.

Le numéro d'avril 2008 de la publication *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 85, n° 4 (52-001-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de la diffusion en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Mai 2008 (données provisoires)

Les placements de poussins des couvoirs sur les fermes étaient estimés à 60,2 millions d'oiseaux en

mai, en baisse de 0,8 % par rapport à mai 2007. Les placements de dindonneaux sur les fermes ont diminué de 0,3 % pour s'établir à 2,0 millions d'oiseaux.

Données stockées dans CANSIM : tableau 003-0021.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernadette Alain au 902-893-7251 (bernadette.alain@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Les scieries

Avril 2008

En avril, la production mensuelle de bois d'oeuvre des scieries a progressé de 18,8 % pour se chiffrer à 5 436,2 milliers de mètres cubes.

Les scieries ont livré 5 527 milliers de mètres cubes de bois d'oeuvre en avril, en hausse de 17 % par rapport à mars. Comparativement au même mois l'année précédente, les livraisons de bois d'oeuvre ont diminué de 20,1 %.

En avril, les stocks ont augmenté de 0,3 % par rapport à mars pour passer à 8 478,8 milliers de mètres cubes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2134.

Le numéro d'avril 2008 de la publication *Scieries*, vol. 62, n° 4 (35-003-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

La revue des céréales et des graines oléagineuses

Avril 2008

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril de la *Revue des céréales et des graines oléagineuses*.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3401, 3403, 3404, 3443, 3464, 3476 et 5046.

Le numéro d'avril 2008 de la *Revue des céréales et des graines oléagineuses*, vol. 31, n° 4 (22-007-XIB, gratuite), est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Le numéro d'avril comprend un aperçu de la conjoncture de mai.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-800-465-1991 (agriculture@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Numéro au catalogue : 13-605-XIF
(gratuit).

Série de documents techniques sur les comptes et la statistique de l'environnement : «Dépenses de l'industrie canadienne pour réduire les émissions de gaz à effet de serre», 2004, n° 5

Numéro au catalogue : 16-001-MWF2008005
(gratuit).

EnviroStats, été 2008, vol. 2, n° 2

Numéro au catalogue : 16-002-XWF
(gratuit).

Statistiques sur les aliments au Canada, juin 2008

Numéro au catalogue : 23F0001XBB
(gratuit).

Statistiques sur les aliments au Canada, juin 2008

Numéro au catalogue : 23F0001XCB (81 \$).

Scierie, avril 2008, vol. 62, n° 4

Numéro au catalogue : 35-003-XWF
(gratuit).

Acier, produits tubulaires et fil d'acier, avril 2008, vol. 4, n° 4

Numéro au catalogue : 41-019-XWF
(gratuit).

Chargements ferroviaires mensuels, avril 2008, vol. 85, n° 4

Numéro au catalogue : 52-001-XWF
(gratuit).

Bilan des investissements internationaux du Canada, premier trimestre de 2008, vol. 6, n° 1

Numéro au catalogue : 67-202-XWF
(gratuit).

Méthodologie de l'Enquête sur la population active du Canada

Numéro au catalogue : 71-526-XIF
(gratuit).

Estimations démographiques trimestrielles, janvier à mars 2008, vol. 22, n° 1

Numéro au catalogue : 91-002-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : *subscribe quotidien prénom et nom*.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.